

TITRE 4. — De la mobilité interne volontaire et de la mobilité intra-régionale volontaire

Art. 19. Pour l'application du Livre I^{er}, titre V, chapitres I et II, du statut, seules les prestations effectuées par le membre du personnel contractuel après la date du transfert sont prises en compte pour le calcul de l'ancienneté dans l'emploi.

Les dispositions de l'alinéa premier ne sont pas applicables aux membres du personnel contractuel chargés de tâches auxiliaires ou spécifiques.

TITRE 5. — Dispositions finales

Art. 20. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2015.

Art. 21. Le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 décembre 2016.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

TITEL 4. — De vrijwillige interne mobiliteit en de vrijwillige intraregionale mobiliteit

Art. 19. Voor de toepassing van de hoofdstukken I en II van Titel V, Boek I van het statuut, worden voor de berekening van de anciënniteit in de betrekking uitsluitend de prestaties in aanmerking genomen die het contractuele personeelslid heeft verricht na de datum van de overheveling.

De bepalingen van het eerste lid zijn niet van toepassing op de contractuele personeelsleden met bijkomende of specifieke opdrachten.

TITEL 5. — Slotbepalingen

Art. 20. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 21. De minister die bevoegd is voor Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 december 2016.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2017/10566]

15 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant des dispositions particulières relatives au statut administratif et pécuniaire des agents des Services publics fédéraux et des organismes d'intérêt public transférés aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relatives aux Institutions bruxelloises, l'article 40, § 1^{er} ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 décembre 2014 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 décembre 2014 ;

Vu le protocole du Comité de secteur XV, n° 2015/04, donné le 10 mars 2015 ;

Vu le « test genre » du 21 novembre 2016 en application de l'article 3, 2° de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'avis 58.396/4 du Conseil d'État, donné le 13 avril 2016 ;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique ;
Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents des Services publics fédéraux et des organismes d'intérêt public transférés pour la mise en œuvre du transfert de compétences opérés par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'État en exécution de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Art. 2. Dans le présent arrêté :

1° l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale est dénommé « le statut » ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2017/10566]

15 DECEMBER 2016. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot het administratieve statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van federale overheidsdiensten en instellingen van openbaar nut die overgeheveld worden naar de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 40, § 1 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 december 2014 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 11 december 2014 ;

Gelet op protocol nr. 2015/04 van het Comité van Sector XV, dat dateert van 10 maart 2015 ;

Gelet op de "gendertest" van 21 november 2016 in toepassing van artikel 3, 2° van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het advies 58.396/4 van de Raad van State, uitgebracht op 13 april 2016 ;

Op voorstel van de minister belast met Ambtenarenzaken ;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL 1. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren van federale overheidsdiensten en de instellingen van openbaar nut die met het oog op de uitvoering van de bevoegdheidsoverdrachten waarin de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming voorziet, worden overgeheveld in uitvoering van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Art. 2. In dit besluit :

1° wordt het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "het statuut" genoemd ;

2° le mot « agent » désigne l'agent ou le stagiaire transféré d'un Service public fédéral ou d'un organisme d'intérêt public vers les services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

TITRE 2. — De la conversion des grades et de l'ancienneté

Art. 3. Sont nommés par conversion de grade au grade prévu par le statut figurant dans la colonne de gauche de l'annexe du présent arrêté et bénéficient de l'échelle de traitement y attachée les agents titulaires, la veille de leur transfert, d'un grade appartenant au grade ou à la catégorie de grade en regard dans la colonne de droite.

Art. 4. Les agents conservent l'ancienneté de service, de grade et de niveau ainsi que l'ancienneté pécuniaire telle que fixée la veille de la date de leur transfert.

L'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er} obtenue dans un service public duquel l'agent a été transféré lui reste acquise, quel que soit le mode de calcul de l'ancienneté en vigueur au sein de ce service.

Art. 5. Les services effectifs sont prestés dans la dernière échelle de traitement dont les agents bénéficient la veille de la date de leur transfert, valorisés au titre d'ancienneté d'échelle.

En cas de prestations partielles, il est tenu compte de la durée des services effectifs prestés pour le calcul de l'ancienneté d'échelle.

TITRE 3. — La promotion par accession au niveau supérieur

Art. 6. Les agents de l'État lauréats d'une sélection comparative d'accession au niveau supérieur dans le service public fédéral auquel ils appartenaient avant leur transfert conservent, dans les services du Gouvernement, les droits à la promotion qu'ils ont acquis par cette réussite.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté cette sélection dans les services du Gouvernement.

Si les procès-verbaux des sélections ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé à la même sélection.

Si les procès-verbaux des sélections ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats de la sélection dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

TITRE 4. — Du traitement, des allocations, des primes et des indemnités

CHAPITRE 1^{er}. — Du traitement

Section 1^{re}. — Des échelles de traitements

Art. 7. Les agents reçoivent à la date de leur transfert un traitement au moins équivalent à celui dont ils bénéficiaient la veille du jour de leur transfert.

Art. 8. Si le traitement octroyé, en application des règles de la carrière fonctionnelle normale et de la carrière fonctionnelle accélérée déterminées par le statut, dans l'échelle correspondant au nouveau grade de l'agent, est inférieur à celui dont il bénéficiait la veille de la date de son transfert, l'agent conserve l'échelle de traitement dont il bénéficiait la veille de la date de son transfert.

Le bénéfice de cette échelle de traitement prend fin de plein droit lorsque :

1° l'échelle de traitement correspondant au grade de l'agent est égale ou supérieure ou;

2° par application des règles de la carrière fonctionnelle normale et de la carrière fonctionnelle accélérée la nouvelle échelle de traitement est égale ou supérieure ou;

3° suite à une promotion dans la carrière hiérarchique, à une promotion par accession au niveau supérieur ou à la désignation dans un emploi de mandat la nouvelle échelle de traitement est égale ou supérieure ou;

4° une peine disciplinaire a pour effet temporaire ou définitif de priver un agent de son échelle de traitement ou de son grade.

2° slaat het woord "ambtenaar" op een ambtenaar of een stagiair die overgeheveld wordt van een federale overheidsdienst of een instelling van openbaar nut naar de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

TITEL 2. — De omzetting van de graden en de anciënniteit

Art. 3. Worden benoemd op basis van de omzetting van hun graad in een graad waarin het statuut voorziet en die vermeld wordt in de linkerkolom van de bijlage bij dit besluit en genieten de daaraan verbonden weddeschaal, de ambtenaren die op de vooravond van hun overheveling een graad bezitten die behoort tot de graad of graad-categorie ernaast, in de rechterkolom.

Art. 4. De ambtenaren behouden hun dienst-, graad- en niveau-anciënniteit alsook hun geldelijke anciënniteit zoals vastgesteld op de vooravond van de datum van hun overheveling.

De anciënniteit bedoeld in het eerste lid die verworven is bij een overheidsdienst van waaruit de ambtenaar overgeheveld is, blijft verworven, ongeacht de berekeningswijze voor de anciënniteit die van kracht is bij deze dienst.

Art. 5. De effectieve diensten worden gepresteerd in de laatste weddeschaal die de ambtenaren genoten op de vooravond van de datum van hun overheveling gevaloriseerd als schaalanciënniteit.

Als het gaat om deeltijdse prestaties, wordt er met de duur van de effectief gepresteerde diensten rekening gehouden voor de berekening van de schaalanciënniteit.

TITEL 3. — Bevordering door overgang naar een hoger niveau

Art. 6. De rijksambtenaren die in de federale overheidsdienst waartoe zij voor hun overdracht behoorden geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau, behouden in de diensten van de Regering de aanspraken op bevordering die zij door dit slagen hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht deze selectie of deze proef te hebben afgelegd in de diensten van de Regering.

Indien het over vergelijkende selecties gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om een zelfde selectie ging.

Indien het over vergelijkende selecties gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor de selectie waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten.

TITEL 4. — Wedde, toelagen, premies en vergoedingen

HOOFDSTUK 1. — Wedde

Afdeling 1. — De weddeschalen

Art. 7. De ambtenaren ontvangen op de datum van hun overheveling een wedde minimum gelijk aan deze die ze genoten op de vooravond van de datum van hun overheveling.

Art. 8. Als de wedde die toegekend wordt, in toepassing van de regels van de normale functionele loopbaan en de versnelde functionele loopbaan zoals bepaald door het statuut, in de schaal die overeenstemt met de nieuwe graad van de ambtenaar, lager is dan de wedde die de ambtenaar kreeg op de vooravond van zijn/haar overheveling, dan behoudt de ambtenaar de weddeschaal waarvan hij genoot op de vooravond van zijn/haar overheveling.

Het recht op deze weddeschaal eindigt van rechtswege wanneer :

1° de weddeschaal die overeenstemt met de graad van de ambtenaar gelijk of hoger is of;

2° de nieuwe weddeschaal, door de toepassing van de regels van de normale functionele loopbaan en van de versnelde functionele loopbaan, gelijk of hoger is of;

3° de nieuwe weddeschaal, naar aanleiding van een bevordering in de hiërarchische loopbaan, een bevordering via de overgang naar een hoger niveau of de aanwijzing in een mandaatfunctie, gelijk of hoger is of;

4° een tuchtsanctie als tijdelijk of definitief gevolg een ambtenaar zijn/haar weddeschaal of graad ontnemt.

Section 2. — Du pécule de vacances

Art. 9. Le pécule de vacances dont bénéficie l'agent après la date de son transfert ne peut être inférieur à celui dont il bénéficiait la veille de la date de son transfert.

Art. 10. Si le pécule de vacances octroyé est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait la veille de la date de son transfert, l'agent conserve le pécule de vacances dont il bénéficiait la veille de la date de son transfert.

Section 3. — De l'allocation de fin d'année

Art. 11. L'allocation de fin d'année dont bénéficie l'agent après la date de son transfert ne peut être inférieure à celle dont il bénéficiait la veille de la date de son transfert.

Art. 12. Si l'allocation de fin d'année est inférieure à celle dont l'agent bénéficiait la veille de la date de son transfert, l'agent conserve l'allocation de fin d'année dont il bénéficiait la veille de la date de son transfert.

CHAPITRE 2. — *Des allocations et des primes*

Art. 13. Lorsque, à conditions d'octroi égales, le montant des allocations et des primes fixées par le Livre II, Titre II du statut est inférieur à celui dont bénéficient les agents la veille de la date de leur transfert, un complément d'allocation ou de prime leur est octroyé pour compenser la différence.

Art. 14. La prime de développement des compétences est versée à l'agent jusqu'à l'échéance de sa durée de validité suivant les modalités fixées par les règles statutaires qui étaient applicables à l'agent la veille de la date de son transfert.

Art. 15. La prime de développement des compétences est ajoutée à la rétribution annuelle brute pour le calcul du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année.

Art. 16. A la fin de la durée de validité de la prime de développement des compétences, l'agent reçoit une échelle de traitement équivalente à ce qu'il aurait dû recevoir en application de la réglementation en vigueur la veille de la date de son transfert.

Lorsque, en application de l'alinéa 1^{er}, l'échelle de traitement attribuée à l'agent en application de la carrière fonctionnelle et de la carrière hiérarchique est inférieure à ce qu'il aurait dû recevoir en application de la réglementation en vigueur la veille de la date de son transfert, l'agent conserve l'échelle de traitement dont il aurait dû bénéficier en application de cette réglementation.

Le bénéfice de cette échelle de traitement prend fin de plein droit lorsque :

1° l'échelle de traitement correspondant au grade de l'agent est égale ou supérieure ou;

2° par application des règles de la carrière fonctionnelle normale et de la carrière fonctionnelle accélérée la nouvelle échelle de traitement est égale ou supérieure ou;

3° suite à une promotion dans la carrière hiérarchique, à une promotion par accession au niveau supérieur ou à la désignation dans un emploi de mandat la nouvelle échelle de traitement est égale ou supérieure ou;

4° une peine disciplinaire a pour effet temporaire ou définitif de priver un agent de son échelle de traitement ou de son grade.

Art. 17. Lorsque les attestations de réussite des épreuves certifiantes sont délivrées à une date postérieure à la date du transfert, la prime de développement des compétences est versée avec un effet rétroactif à la date dudit transfert.

Afdeling 2. — Het vakantiegeld

Art. 9. Het vakantiegeld waarvan de ambtenaar geniet na de datum van zijn/haar overheveling mag niet lager zijn dan deze waarvan hij genoot op de vooravond van zijn/haar overheveling.

Art. 10. Als het vakantiegeld die toegekend wordt lager is dan het vakantiegeld die de ambtenaar kreeg op de vooravond van zijn/haar overheveling, dan behoudt de ambtenaar het vakantiegeld waarvan hij genoot op de vooravond van zijn/haar overheveling.

Afdeling 3. — De eindejaarstoelage

Art. 11. De eindejaarstoelage waarvan de ambtenaar geniet na de datum van zijn/haar overheveling mag niet lager zijn dan deze waarvan hij genoot op de vooravond van zijn/haar overheveling.

Art. 12. Als de eindejaarstoelage die toegekend wordt lager is dan de eindejaarstoelage die de ambtenaar kreeg op de vooravond van zijn/haar overheveling, dan behoudt de ambtenaar de eindejaarstoelage waarvan hij genoot op de vooravond van zijn/haar overheveling.

HOOFDSTUK 2. — *Toelagen en premies*

Art. 13. Als het bedrag van de toelagen en premies, zoals bepaald in Boek II, Titel II van het statuut, bij gelijke toekenningvoorwaarden lager ligt dan het bedrag dat de ambtenaren ontvingen op de vooravond van de datum van hun overheveling, dan wordt hen een toelagetoeslag of een premietoeslag toegekend om het verschil te compenseren.

Art. 14. De ambtenaar krijgt een competentieontwikkelingspremie tot de geldigheidsduur van die premie verstrijkt, volgens de modaliteiten bepaald door de statutaire regels die van toepassing waren op de ambtenaar op de vooravond van de datum van zijn overheveling.

Art. 15. De competentieontwikkelingspremie wordt toegevoegd aan de jaarlijkse brutobezoldiging voor de berekening van het vakantiegeld en de eindejaarstoelage.

Art. 16. Op het einde van de geldigheidsduur van de competentieontwikkelingspremie ontvangt de ambtenaar een weddeschaal die overeenstemt met waar hij recht op zou hebben gehad op grond van de regelgeving die van toepassing was op de vooravond van de datum van zijn overheveling.

Als de weddeschaal die krachtens het eerste lid aan de ambtenaar toegekend wordt in toepassing van de functionele loopbaan en de hiërarchische loopbaan lager ligt dan waar hij recht op zou hebben gehad op grond van de regelgeving die van toepassing was op de vooravond van de datum van zijn overheveling, dan behoudt de ambtenaar de weddeschaal waarvan hij genoten zou hebben bij toepassing van deze regelgeving.

Het recht op deze weddeschaal eindigt van rechtswege wanneer :

1° de weddeschaal die overeenstemt met de graad van de ambtenaar gelijk of hoger is of;

2° de nieuwe weddeschaal, door de toepassing van de regels van de normale functionele loopbaan en van de versnelde functionele loopbaan, gelijk of hoger is of;

3° de nieuwe weddeschaal, naar aanleiding van een bevordering in de hiërarchische loopbaan, een bevordering via de overgang naar een hoger niveau of de aanwijzing in een mandaatfunctie, gelijk of hoger is of;

4° een tuchtsanctie als tijdelijk of definitief gevolg een ambtenaar zijn/haar weddeschaal of graad ontnemt.

Art. 17. Wanneer de slaagattesten van certificeringsproeven uitgeleerd worden op een latere datum dan de datum van de overheveling, wordt de competentieontwikkelingspremie uitbetaald met terugwerkende kracht tot de datum van de overheveling.

CHAPITRE 3. — *Des indemnités*

Art. 18. Les agents conservent le bénéfice des indemnités, fixées par le Livre II, Titre II du statut, allouées la veille de la date de leur transfert pour autant que :

1° la fonction de l'agent à la date de son transfert le justifie ou;

2° ces indemnités conservent leur effet compensatoire des frais exposés par l'agent au cours de l'exercice de ses fonctions.

Ces indemnités sont payées conformément aux dispositions du statut.

TITRE 5. — *Des congés et des absences*

Art. 19. Les agents ont droit à un report maximum de 21 jours de congé annuel de vacances dont ils bénéficient au cours de l'année civile précédant la date de leur transfert.

Ces congés sont pris avant la fin de l'année civile au cours de laquelle ils sont transférés.

Les jours de congé reportés sont pris par priorité avant d'utiliser les jours de congé annuel de vacances fixés par le statut.

En aucun cas le solde des jours de congé annuel de vacances reportés ne peut faire l'objet d'un second report.

Cependant, lorsque l'agent n'a pas pu prendre l'entièreté ou une partie de son congé annuel à cause d'un absence pour maladie, par suite d'un accident de travail, d'un accident survenu sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle, le report n'est pas limité à un an. Au retour de l'agent, le congé annuel est pris au choix de l'agent dans le respect toutefois des nécessités de service.

Art. 20. Les agents absents ou en congé la veille de la date de leur transfert en application des chapitres XII, XIII et XIV de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État, conservent le bénéfice du régime de congé ou d'absence qui était d'application.

La durée écoulée des congés ou des absences à la date du transfert est imputée sur la durée totale des congés et absences identiques fixés par le statut.

Art. 21. Sans préjudice des dispositions de l'article 19, les modalités des congés et des absences qui en sont l'objet peuvent être modifiées si des raisons de service le justifient. Cette faculté s'exerce sans que le principe des congés et absences visé à l'article 19 puisse être remis en cause.

Art. 22. Les agents bénéficiant du régime de travail de la semaine de quatre jours ou du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans la veille de la date de leur transfert conservent ce régime de travail.

La durée pendant laquelle l'agent a bénéficié du régime de travail visé à l'alinéa 1^{er} est imputée sur la durée totale du régime de travail de la semaine de quatre jours ou du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans fixé par le statut.

Art. 23. A la date de leur transfert les agents conservent le solde des jours de congé pour maladie dont ils bénéficient en application du Chapitre VIII de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État.

Art. 24. Les agents effectuant la veille de la date de leur transfert des prestations réduites pour raisons médicales en application des articles 50 à 54 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatifs aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État conservent le bénéfice de ce régime de travail.

HOOFDSTUK 3. — *Vergoedingen*

Art. 18. De ambtenaren behouden de toegekende vergoedingen, zoals bepaald in Boek II, Titel II van het statuut, op de vooravond van de datum van hun overheveling, voor zover :

1° de functie van de ambtenaar op de datum van overheveling het behoud verantwoordt of;

2° de vergoedingen hun vergoedend karakter behouden voor kosten waaraan de ambtenaar wordt blootgesteld tijdens de uitoefening van zijn functies.

Deze vergoedingen worden uitbetaald in overeenstemming met de bepalingen van het statuut.

TITEL 5. — *Verlof en afwezigheden*

Art. 19. De ambtenaren hebben recht op een overdracht van maximaal 21 dagen jaarlijks verlof van het kalenderjaar voorafgaand aan de datum van hun overheveling.

Dit verlof moet opgenomen worden vóór het einde van het kalenderjaar waarin ze worden overgeheveld.

De overgedragen verlofdagen moeten bij voorrang opgenomen worden, vooraleer de jaarlijkse verlofdagen bepaald door het statuut worden gebruikt.

Het saldo overgedragen jaarlijkse verlofdagen mag in geen geval een tweede keer overdragen worden.

Als de ambtenaren echter het geheel of een deel van zijn vakantiedagen niet kon opnemen, wegens een afwezigheid door ziekte, als gevolg van een ongeval, een ongeval op weg naar het werk, een beroepsziekte, mag de overdracht de termijn van één jaar overschrijden. Bij terugkomst van ambtenaar worden de jaarlijkse vakantiedagen naar keuze van de ambtenaar opgenomen, maar er moet evenwel rekening gehouden worden met de behoeften van de cliënt.

Art. 20. De ambtenaren die op de vooravond van de datum van hun overheveling afwezig of in verlof zijn, met toepassing van de hoofdstukken XII, XIII en XIV van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, behouden het verlof- of afwezigheidsstelsel dat op hen van toepassing was.

De verstreken periode van het verlof of van de afwezigheid op de datum van de overheveling wordt in mindering gebracht van de totale duur van de identieke verloven en afwezigheden vastgesteld door het statuut.

Art. 21. Onverminderd de bepalingen van artikel 19 kunnen de modaliteiten van de verloven en afwezigheden die in artikel 19 vermeld worden gewijzigd worden als dienstredenen dat verantwoordt. Die mogelijkheid moet uitgeoefend worden zonder dat het principe van de verloven en afwezigheden bedoeld in artikel 19 in vraag gesteld mag worden.

Art. 22. De ambtenaren die genieten van een vierdagenweek of halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar op de vooravond van de datum van hun overheveling behouden dit werkregime.

De periode dat de ambtenaar het werkregime bedoeld in het eerste lid genoten heeft, wordt in mindering gebracht van de totale duur van het werkregime van de vierdagenweek of halftijdse tewerkstelling vanaf 50 of 55 jaar vastgesteld door het statuut.

Art. 23. Op de datum van hun overheveling behouden de ambtenaren het saldo van de dagen verlof wegens ziekte waar ze recht op hebben in toepassing van Hoofdstuk VIII van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

Art. 24. De ambtenaren die op de vooravond van de datum van hun overheveling verminderde prestaties leveren om medische redenen in toepassing van artikelen 50 tot 54 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen behouden het recht op dit werkregime.

TITRE 6. — De la mobilité interne volontaire et de la mobilité intra-régionale volontaire

Art. 25. Pour l'application du livre I^{er}, titre V, chapitres I^{er} et II du statut, sont seules prises en compte pour le calcul de l'ancienneté dans l'emploi les prestations effectuées par l'agent après la date du transfert.

Art. 26. Pour l'application du chapitre II, section 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 fixant le régime de mobilité au sein de certaines institutions de la Région de Bruxelles-Capitale, sont seules prises en compte pour le calcul de l'ancienneté de grade les prestations effectuées par l'agent après la date du transfert.

TITRE 7. — Dispositions finales

Art. 27. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2015.

Art. 28. Le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 décembre 2016.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

TITEL 6. — De vrijwillige interne mobiliteit en de vrijwillige intraregionale mobiliteit

Art. 25. Voor de toepassing van boek I, titel V, hoofdstukken I en II van het statuut, worden voor de berekening van de anciënniteit in de betrekking uitsluitend de prestaties in aanmerking genomen die de ambtenaar heeft verricht na de datum van de overheveling.

Art. 26. Voor de toepassing van hoofdstuk II, afdeling 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende regeling van de mobiliteit in sommige instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, worden voor de berekening van de graadanciënniteit uitsluitend de prestaties in aanmerking genomen die de ambtenaar heeft verricht na de datum van de overheveling.

TITEL 7. — Slotbepalingen

Art. 27. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 28. De minister die bevoegd is voor Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 december 2016.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelings-samenwerking,

G. VANHENGEL

ANNEXE/BIJLAGE

Niveaux et grades du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale Niveau, graad van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest	Grades ou classes Agents de l'Etat fédéral Graad of klasse Rijkspersoneel
Niveau A	Niveau A
Directeur (A300) / Ingénieur Directeur (A310)-Rang A3	Classe A3 : grades des classes A31, A32 et A33 NA31, NA32, NA33, NA34 et NA35
Directeur(A300) / Ingenieur Directeur (A310)-Rang A3	Klasse A3 : graad van klassen A31, A32 en A33 NA31, NA32, NA33, NA34 en NA35
Premier attaché (A200, A210, A220)/ Premier ingénieur (A220)/-Rang A2	Classe A2 : grades des classes A21/A22 et A 23 NA21, NA22, NA23, NA24 et NA25
Eerste attaché (A A200, A210, A220)/ Eerste-ingenieur (A220)-Rang A2	Klasse A2 : graad van klassen A21/A22 et A 23 NA21, NA22, NA23, NA24 en NA25
Attaché (A101, 102, 103)/ Ingénieur (A111, 112, 113)/-Rang A1	Classe A1 : grades des classes A11 et A12 NA11, NA12, NA13, NA14, NA15 et NA16
Attaché (A101 ,102 ,103)/ Ingenieur (A111, 112, 113)-Rang A1	Klasse A1 : graad van klassen A11 et A12 NA11, NA12, NA13, NA14, NA15 en NA16
Niveau B	Niveau B
Assistant (B101, 102, 103)-Rang B1 Assistent (B101, 102, 103)-Rang B1	Expert administratif Administratief deskundige
	Expert financier Financieel deskundige
	Expert technique Technische deskundige
	Expert fiscal Fiscaal deskundige
	Expert ICT ICT-deskundige

Niveaux et grades du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale Niveau, graad van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest	Grades ou classes Agents de l'Etat fédéral Graad of klasse Rijkspersoneel
Niveau C	Niveau C
Adjoint (C101, 102, 103)-Rang C1 Adjunct (C101, 102, 103)-Rang C1	Assistant administratif Administratieve medewerker
	Assistant technique Technische assistent
	Assistant financier Financieel assistent
	Assistant de sécurité Veiligheidsassistent
Adjoint C200-Rang C2 Adjunct C200-Rang C2	Assistant administratif/Chef administratif (22B) Administratieve medewerker/Bestuurchef (22B)
	Assistant technique/Chef administratif (22B) Technische assistent/Bestuurchef (22B)
	Assistant financier/Chef administratif (22B) Financieel assistent /Bestuurchef (22B)
	Assistant de sécurité/Chef administratif (22B) Veiligheidsassistent/Bestuurchef (22B)
Niveau D	Niveau D
Commis (D101, 102, 103)-Rang D1 Klerk (D101, 102, 103)-Rang D1	Collaborateur administratif Administratief medewerker
	Collaborateur technique Technische medewerker
	Collaborateur financier financieel medewerker
	Collaborateur de sécurité Veiligheidsmedewerker
	Collaborateur opérationnel Operationeel medewerker
	Brigadier opérationnel Operationeel brigadier
	Collaborateur restaurant/Nettoyage Medewerker keuken/Schoonmaak

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2017/200457]

l'Institut fédéral pour le Développement durable Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 11 décembre 2016, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2016, M. Vander Beke Dieter, agent de la classe A2 au titre d'attaché à l'Institut fédéral pour le Développement durable au Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre, est promu, par avancement dans la classe supérieure, dans la classe A3 au titre de conseiller à l'Institut fédéral pour le Développement durable au Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre (cadre linguistique néerlandais).

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2017/200457]

Federaal Instituut voor de Duurzame Ontwikkeling Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 11 december 2016, dat uitwerking heeft van ingang van 1 oktober 2016, wordt de heer Vander Beke Dieter, ambtenaar van de klasse A2 met de titel van attaché bij het Federaal Instituut voor de Duurzame Ontwikkeling bij de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister, bevorderd, door verhoging in klasse, tot de klasse A3 met titel van adviseur bij het Federaal Instituut voor de Duurzame Ontwikkeling bij de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister (Nederlands taalkader).

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel.